

Photovoltaïque

Coruscant revoit ses priorités

À l'issue du moratoire qui a frappé la filière photovoltaïque, Coruscant entame une vraie métamorphose. Le spécialiste de l'abri solaire s'adapte au nouveau cadre réglementaire. « *Ce qu'a fait le gouvernement n'est pas sérieux, mais nous ne changerons rien. Il faut être créatif dans la contrainte* », estime Thierry Mueth, son P-DG. Jusqu'à présent, la société avait réalisé des projets de 120 à 1 200 kilowatts (kW). Mais cette catégorie – au-delà de 100 kW – est désormais soumise à des appels d'offres dont les modalités restent inconnues. Dans l'immédiat, Coruscant peut compter sur deux installations obéissant aux anciennes règles : un chantier de 5 mégawatts doit démarrer cet été en Île-de-France, un deuxième de 400 kW en 2012 à Grenoble. Pour la suite, il n'a d'autre choix que de limiter la taille de ses projets. Ainsi, au lieu des 250 kW initialement prévus, les trois permis de construire en cours d'instruction ont été réduits à 100. Problème : au prorata de la capacité installée, diviser les puissances démultiplie les contraintes administratives et les coûts de maintenance. Coruscant convoite donc de nouveaux marchés. D'abord, en hâtant ses envies d'export. Il cible les pays à fort ensoleillement, où le kilowattheure photovoltaïque a atteint, ou approche du prix du marché de l'électricité. Et où ses installations ne seront pas limitées en taille. Thierry Mueth évoque notamment des projets au Moyen-Orient. « *En France, l'idée est d'intégrer à nos abris solaires des systèmes de recharge pour voitures électriques* », dévoile-t-il. Pour y parvenir, Coruscant cherche à s'associer avec un spécialiste des bornes et logiciels pour la recharge. www.coruscantgroup.com

TB